

MAIRIE
DE
ROSET-FLUANS
25410

ARRETE N° 07/2024 portant sur la REDUCTION DE LA
CIRCULATION EN AGGLOMERATION

23 RUE DE SALANS 25410 ROSET-FLUANS

Travaux de branchement individuel ENEDIS

Le Maire de la Commune de Roset-Fluans,

Vu la loi n° 82.213 du 2 Mars 1982, relative aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions ;

Vu le code de la route et notamment les articles R1, R44, R53-2, R225 et R225-1 ;

Vu le code des collectivités territoriales et notamment les articles L2212-1 et L2212-6 ;

Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, approuvée par l'arrêté Interministériel du 6 novembre 1992 ;

Vu la demande de l'entreprise COTTEL RESEAUX Dijon en date du 3 juin 2024 relative à la Rue de Salans ;

Le Maire de la commune de ROSET-FLUANS

CONSIDERANT que pour la réalisation de travaux de branchement ENEDIS individuel par l'entreprise COTTEL RESEAUX, il y a lieu de réduire la circulation dans les deux sens, à compter du **10/06/2024 pendant une durée d'un mois.**

ARRETE

Article 1 – A compter du **10 juin 2024**, la circulation de la rue de Salans sera réduite à la circulation. L'entreprise COTTEL RESEAUX mettra en place le système d'alternance.

Article 2 – Pendant toute la durée des travaux, **aucun stationnement** ne sera autorisé sur l'emprise et de part et d'autre sur une longueur de 100 mètres.

Article 3 – La **vitesse** autorisée sera limitée à **30 KM/H** sur l'emprise du chantier.

Article 4 – Les **dépassements** sur l'ensemble de l'emprise seront **interdits** quelles que soient les voies laissées libres à la circulation.

Article 5 – La signalisation sera conforme à l’instruction interministérielle sur la signalisation temporaire approuvée par arrêté interministériel du 15 juillet 1974. La pose, la fourniture et la maintenance de la signalisation seront assurées par les soins de l’entreprise **COTTEL RESEAUX – TSA 70011 69134 DARDILLY CEDEX**

Article 6 – Les dispositions définies à l’article 1^{er} prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation prévue à l’article 2 ci-dessus.

Article 7 – Implantation ouverture de chantier et récolement :

Le bénéficiaire informera le signataire du présent arrêté ou son représentant 5 jours avant le début des travaux afin de procéder à la vérification de l’implantation.

Article 8 – Responsabilité :

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée.

Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de la réalisation de ses travaux ou de l’installation de ses biens mobiliers.

Dans le cas où l’exécution de l’autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l’administration.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 9 – Formalité d’urbanisme :

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder si nécessaire, aux formalités d’urbanisme prévues par le code de l’urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants.

Article 10 – Validité et renouvellement de l’arrêté remise en état des lieux :

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révocable et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu’il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

En ce qui concerne l’occupation de la dépendance domaniale, elle est consentie à **compter du 10 juin 2024 pendant toute la durée des travaux.**

En cas de révocation de l’autorisation ou au terme de sa validité en cas de non renouvellement, son bénéficiaire sera tenu, si les circonstances l’exigent, de remettre les lieux dans leur état primitif dans le délai d’un mois à compter de la révocation ou du terme de l’autorisation. Passé ce délai, en cas d’inexécution, procès-verbal sera dressé à son encontre, et la remise en état des lieux sera exécutée d’office aux frais du bénéficiaire de la présente autorisation.

Article 11 : Le présent arrêt sera publié et affiché conformément à la réglementation en vigueur et à chaque extrémité de l’emprise.

Article 12 – Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Article 13 – L'ampliation du présent arrêté est transmise :

- à l'entreprise **COTTEL RESEAUX** de **Dijon**
- à M. le **Commandant** de la Brigade de **Gendarmerie** de **SAINT-VIT**
- **Au service d'incendie et de secours du Doubs**

qui seront chargés, chacun, en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Roset-Fluans, le 4 juin 2024

Le Maire,
Jacques ADRIANSEN



